

Les crédits

ge est de 17 p. 100. Est-il d'accord qu'il existe un meilleur moyen que les taux d'intérêt élevés? Va-t-il admettre que les taux d'intérêt élevés pratiqués par son gouvernement sont néfastes, et va-t-il recommander une politique de plein emploi à ses collègues du Cabinet? Ce sont deux questions assez simples et j'espère qu'il va résister à la tentation de répondre à la légère. Il sourit d'un air suffisant, mais j'espère qu'il s'inquiète du sort des 17 p. 100 de Terre-Neuviens qui sont sans emploi à cause des politiques qu'il appuie aveuglément.

M. Hockin: Monsieur le Président, ce n'était pas un sourire suffisant, mais un sourire ordinaire parce que j'ai bien aimé les observations de mon collègue. J'ai deux choses à dire au sujet des taux d'intérêt. Le député cite Judith Maxwell, car elle a signalé au gouvernement le fait que, l'an passé, le niveau de crédit a augmenté de 15 p. 100 au Canada. Il avait même été plus élevé l'année précédente. Les gens qui utilisent des cartes de crédit pour se procurer ce qu'ils veulent feront diminuer la masse monétaire. Cela attise l'inflation et la seule façon de modérer la demande du consommateur est de faire grimper les taux d'intérêt. D'ailleurs, mon collègue oublie de signaler que les taux fédéraux d'escompte au Japon, en Allemagne, en Angleterre et aux États-Unis sont de 2, 3 ou 4 p. 100 supérieurs à ceux de l'an passé. Nous faisons partie d'une tendance globale, fait que mon collègue oublie de mentionner.

En réalité, les taux d'intérêt ont commencé à diminuer il y a environ 14 semaines. Ils baissent lentement, mais ils baissent. La politique donne de bons résultats et la chaudière se refroidit. Le député se contenterait d'ajuster le thermostat, mais le gouvernement préfère surveiller la chaudière de près. Ce qui importe, c'est l'effet réel dans la fournaise de l'inflation, et non la position du thermostat. Le gouvernement a bel et bien créé une situation qui a fait baisser les taux d'intérêt pendant 13 ou 14 semaines.

Au sujet de l'emploi, mon ami dit que nous devrions viser le plein emploi. J'ai entendu un commentaire de mon côté disant que l'Union soviétique et l'Allemagne de l'Est ont le plein emploi. On peut y arriver de façon formelle, en ne payant presque rien aux gens pour travailler à des programmes ponctuels. Mais le meilleur moyen d'atteindre le plein emploi au pays est d'adopter le projet de loi sur l'assurance-chômage, dont est présentement saisi le Sénat. Ce projet de loi prévoit la formation des

travailleurs tout en entraînant une réduction du déficit. Nous sommes déterminés à en arriver là.

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake): Monsieur le Président, je reviens d'une tournée de cinq jours dans ma circonscription. J'ai pu y discuter avec des familles d'agriculteurs que je suis allé rencontrer dans leurs cuisines, devant leur moissonneuse-batteuse ou à la porte de la grange. Presque tous ces gens m'ont dit être au bord de la faillite. La politique du gouvernement a mis ces gens dans une situation telle qu'ils ne peuvent plus assurer leur subsistance en produisant des aliments pour le Canada et le monde. Ces familles s'inquiètent du faible prix des céréales, des taux d'intérêt élevés, du prix élevé du carburant, de l'élimination des avances de fonds sans intérêt sur les céréales.

Le gouvernement affirme garder les taux d'intérêt élevés pour dissuader l'utilisation des cartes de crédit. Tout un secteur de production est en train de disparaître dans l'ouest du Canada. Nous perdons une industrie qui a permis à des gens de vivre dans cette région pendant des années. Le gouvernement a l'audace d'affirmer qu'il lui faut maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé, qu'il doit garder le prix du carburant élevé en raison des pressions du marché international.

Le ministre qui parle de soutenir les petites entreprises menacées par la situation désespérée de l'agriculture dans l'ouest du Canada pourrait sans doute nous dire comment il peut continuer de tenir le même discours devant ces exploitations agricoles qui sont en train de disparaître?

M. Hockin: Monsieur le Président, je remercie le député de son intervention. Je reconnais que l'une des conséquences très regrettables de la surchauffe économique pour le Canada urbain a été effectivement les pressions à la hausse sur les taux d'intérêt qui ont nui surtout aux petits entrepreneurs des régions périphériques et aux agriculteurs. Son intervention est compréhensible pour cette raison, à mon avis.

C'est donc pour contrer ce problème que le gouvernement a présenté des programmes de stabilisation des revenus agricoles. Ces programmes ont été très bien accueillis et ils sont très appréciés. Il faudrait les étendre et les améliorer, et c'est ce que le gouvernement s'est engagé à faire.